

Afrique : agriculture, développement et recherche Agriculture et recherche agronomique : une histoire et des enjeux partagés

[Oléagineux, Corps Gras, Lipides. Volume 9, Numéro 6, 400-1, Novembre - Décembre 2002, Dossier : Afrique : agriculture, développement et recherche](#)

Auteur(s) : Jacques Meunier, .

ARTICLE

La recherche agronomique a été complètement partie prenante de l'aventure agricole française des 50 dernières années et de la transformation de l'agriculture française qui, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, n'assurait pas la sécurité alimentaire du pays et occupait un tiers de la population. Si 20 ans après, la France est devenue non seulement auto-suffisante mais aussi une grande puissance agricole européenne et plus tard, le deuxième pays exportateur mondial de produits agricoles et agro-alimentaires cela est dû à trois facteurs importants :

- * La mise en place de politiques publiques extrêmement volontaristes avec des budgets importants.
- * La constitution d'un véritable mouvement social à l'intérieur du monde agricole pour porter le projet de modernisation et opérer le passage de l'état de paysan au métier d'agriculteur.
- * La création et le développement d'une recherche publique particulièrement dynamique, relayée très fortement par des structures de développement et de formation¹.

Ce projet à la fois politique, économique et culturel était loin d'être totalement consensuel, mais il a réussi. Qu'en est-il en Afrique ? L'agriculture africaine a-t-elle des chances de se développer ? Comment le monde agricole évolue-t-il ? Quelles sont les tendances actuelles, celles qu'il faut appuyer ? Les politiques publiques sont-elles favorables à l'agriculture ? Une recherche publique est-elle en train de se créer ?

Pour répondre à ces questions, OCL a souhaité consacrer un dossier à l'Afrique, son agriculture, ses marchés et sa recherche². Les neuf articles de ce dossier, sans avoir aucune prétention à l'exhaustivité, donnent des chiffres et des analyses sur l'état de l'agriculture et des organisations de producteurs, les principales évolutions des politiques agricoles, la situation de la recherche et des communautés scientifiques. Ce dossier complète bien trois dossiers récents de la revue qui ont porté de plus ou moins près sur l'Afrique : Afrique, plantation et développement³, Aspects des filières semencières Nord/Sud⁴, et L'avenir des cultures pérennes⁵. Exclusivement consacré au continent africain, il cherche à montrer que le développement ne se réduit pas à la simple croissance économique. Pour être authentique, il doit être intégral, c'est-à-dire promouvoir tout homme et tout l'homme.

Les trois facteurs du développement agricole français ne sont pas encore en place en Afrique.

En Afrique, les États ne parviennent pas à élaborer des politiques publiques et les marchés fonctionnent mal.

Le commerce est le moyen principal par lequel il peut y avoir des transferts et des rééquilibres de richesse à long terme entre le Nord et le Sud, entre l'Europe et l'Afrique, mais à condition que celui-ci soit équitable. Comme l'Europe il y a quarante ans, les pays africains souffrent de l'étroitesse de leurs marchés internes. La mise en place de politiques régionales est essentielle, et l'Europe qui se construit depuis quelques décennies, commence à

intégrer des pays d'Europe de l'Est aux niveaux de vie disparates, devrait participer à la mise en place de politiques régionales.

Après l'émergence d'un grand nombre d'États provoquée par le processus de décolonisation, les États africains sont en train d'éclater, touchés d'une part de l'intérieur (par la corruption et le manque de compétences) et d'autre part, de l'extérieur, car ils sont obligés de suivre les recommandations d'organisations internationales ou de devenir parties à des traités de plus en plus nombreux, qui limitent leurs compétences dans des domaines déterminés mais de plus en plus étendus. Attaqués de tous côtés, les États africains ont des difficultés à protéger l'ordre public et les intérêts nationaux. Ils soutiennent peu, ou pas, leur agriculture et leurs marchés.

On observe une montée des conflits d'accès et d'usage des ressources naturelles renouvelables ou non, pouvant aller jusqu'à des guerres (Afrique australe, Sierra Leone, Casamance, etc.). Ces conflits entraînent exodes, misère, déracinements, douleurs, troubles. L'observation minutieuse laisse penser que la part de la démographie, bien que réelle, est faible au regard de celle due à une mauvaise gouvernance, à une absence de définition des régimes d'appropriation et de contrôle de l'accès⁶.

L'urbanisation et la professionnalisation du monde agricole contribuent à améliorer le sort des sociétés rurales africaines.

L'avenir des sociétés rurales africaines est un enjeu pour le monde entier. Il n'y aura ni justice sociale, ni sécurité alimentaire, ni équilibre écologique, ni stabilité politique, si leur sort n'est pas amélioré. La faible productivité du travail est un facteur essentiel de blocage de l'économie. Au cours des dix dernières années, les producteurs ont subi une baisse tendancielle des prix agricoles et la formation des prix se réalise à leur détriment. L'agriculture africaine subit la concurrence des produits subventionnés à la production et (ou) à l'exportation et du protectionnisme des pays industriels et émergents.

Heureusement, l'Afrique connaît un mouvement de restructuration du milieu agricole. Des syndicats, des organisations professionnelles, et des coopératives se créent. À côté des petits agriculteurs ruraux, des opérateurs privés agricoles ou agro-alimentaires développent une nouvelle forme d'agriculture. L'urbanisation dope la demande en produits vivriers et contribue à structurer la production agricole qui doit s'ajuster pour approvisionner les villes. Les mouvements de populations créent des flux de main-d'œuvre, modifient les techniques de production agricole et agro-alimentaire ainsi que les habitudes alimentaires. Ces mouvements se font au sein des pays des zones rurales vers les zones urbaines, et entre pays.

La recherche scientifique n'est pas une priorité nationale.

Les activités scientifiques et techniques se sont institutionnalisées et professionnalisées en Afrique au cours des trente dernières années, mais les efforts déployés n'ont pas été suffisants pour créer, à moyen ou long termes, une dynamique durable de production scientifique et de reproduction des communautés scientifiques. La situation aujourd'hui est critique dans de nombreux pays qui subissent une dégradation des systèmes scientifiques et techniques et des conditions de l'exercice du métier de chercheur. Il est urgent que tout soit mis en œuvre pour préserver, renforcer et renouveler les capacités scientifiques existantes.

L'Afrique a la possibilité d'être le continent qui invente la nouvelle agriculture du futur.

Les travaux de deux prix Nobel d'économie, Amartya Sen et Joseph Stiglitz, montrent que la recherche a un rôle à jouer dans l'élaboration des politiques publiques et l'amélioration du fonctionnement des marchés. Les travaux doivent porter sur la combinaison des politiques publiques, des marchés et de l'investissement privé, sur la mise en place de politiques économiques où le social et l'éthique ont aussi leur place, sur la fourniture de données via des observatoires, etc.

Des recherches doivent permettre d'appuyer les discussions entre les acteurs et la constitution d'accords de filières sur un mode « qualité-équité » ; elles doivent appuyer les organismes de producteurs. Elles doivent porter sur les critères et les mesures de qualité, sur les méthodes de traçabilité des produits, le contrôle sanitaire et les qualités nutritives.

La recherche, enfin, a un rôle essentiel à jouer dans la gestion des conflits d'accès et d'usage des ressources naturelles, renouvelables ou non. La désertification et la dégradation des sols résultent de mécanismes et processus complexes et interactifs pilotés par un ensemble de facteurs agissant à différentes échelles et spatiales. Dans les zones tropicales humides, qui sont des régions à fort potentiel agricole, l'importance des problèmes sanitaires, la fragilité des sols, la pression des adventices, l'agressivité du climat constituent des obstacles techniques qui grèvent significativement les possibilités du développement agricole. L'étude et le suivi de ces territoires par la recherche exigent, d'une part, la description des conditions biophysiques et socio-économiques des milieux subissant ces phénomènes, et d'autre part la compréhension des mécanismes et processus résultant de ces conditions.

Il n'y a pas un modèle unique du progrès agricole. L'Afrique a la possibilité d'être le continent qui invente la nouvelle agriculture du futur. Le continent qui peut inventer une agriculture plus écologique d'utilité universelle. L'Afrique a besoin d'une révolution agricole. Mais ce doit être la sienne. Et elle sera à la fois technique et sociale ou ne sera pas. Technique, car elle devra faire appel à des raisonnements plus écologiques que productivistes, et sociale, car adaptée aux modes d'organisation des sociétés plutôt qu'aux standards internationaux. Ce projet n'est pas utopique. L'Afrique n'a connu ni la révolution verte de l'Asie, ni le modèle intensif à l'européenne. Mais l'Afrique a de réels atouts : des structures familiales qui ont préservé la connaissance des pratiques traditionnelles, une biodiversité et des ressources naturelles riches et diverses, et des terres abondantes.

Notes

¹ Agriculture et recherche agronomique. Une histoire et des enjeux partagés. Entretien avec Bertrand Hervieu. INRA mensuel, n° 111, septembre-octobre 2001.

² Le dossier a été coordonné par Marie de Lattre-Gasquet, du Cirad.

³ OCL, vol. 7, n° 2, mars-avril 2000.

⁴ OCL, vol. 8, n° 5, septembre-octobre 2001.

⁵ OCL, vol. 8, n° 6, novembre-décembre 2001.

⁶ Weber J. Enjeux économiques et sociaux du développement durable. In : Johannesburg. Sommet mondial du Développement Durable 2002. Quels enjeux ? Quelles contributions des scientifiques ? Ministère des Affaires étrangères et adpf, 2002.